

JACK RALITE : UN ENGAGEMENT COMMUNISTE AU SERVICE DE LA CULTURE

Margaret Teboul

► **To cite this version:**

Margaret Teboul. JACK RALITE : UN ENGAGEMENT COMMUNISTE AU SERVICE DE LA CULTURE. 2020. halshs-02933600

HAL Id: halshs-02933600

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02933600>

Preprint submitted on 8 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JACK RALITE : UN ENGAGEMENT COMMUNISTE AU SERVICE DE LA CULTURE

Margaret Teboul

Correspondante de l'IHTP pour le département de la Seine-Saint-Denis

Élu d'un territoire de la « banlieue rouge », exerçant des responsabilités nationales comme député communiste de 1973 à 1981, sénateur de 1995 à 2011, mais aussi au comité central du PC de 1979 à 1994¹, Jack Ralite a traversé quarante ans d'histoire des politiques culturelles impulsées par Jeanne Laurent et André Malraux puis Jack Lang². « Travailleur acharné, lecteur boulimique et orateur remarquable »³, Jack Ralite a contribué à les fabriquer à différentes échelles dans un PC en proie à de profondes mutations. Il s'est forgé une notoriété au-delà même de son parti, auprès des artistes en fréquentant le festival d'Avignon pendant plus de quarante ans. Pour Ralite, culture et politique sont étroitement liées. Pour cerner cet engagement communiste au service de la culture – son éclosion et ses conditions de possibilité initiales, son maintien dans la durée et sa recomposition – nous disposons de sources foisonnantes : entretiens, archives personnelles sur sa vie publique à Aubervilliers surtout. Les délibérations du conseil municipal sont absentes des archives municipales ; on y trouve par contre un fonds audiovisuel riche et inédit. Dans les archives départementales de Seine-Saint-Denis, Ralite est présent dans plusieurs fonds de responsables communistes et dans les séances des Comités centraux du Parti – enregistrements et sources papier. À l'Assemblée nationale et au Sénat, ses interventions sur les industries culturelles attestent d'un autre pan de son investissement. La presse locale communiste et la presse nationale à partir des années quatre-vingt entrent dans ce corpus. Après avoir étudié la formation de Jack Ralite, nous verrons comment l'élu tente de mettre en œuvre la démocratisation culturelle à Aubervilliers avant d'étudier comment les mutations des industries culturelles transforment son intervention, en faisant varier les échelles.

¹ Voir sa notice biographique, Maitron [en ligne], <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article176498>, Ministre de la Santé (1981 à 1983) et ministre de l'Emploi (1983 à 1984), il a été conseiller régional en Ile de France (1986-1992) puis vice-Président de Plaine Commune, chargé de la politique de l'habitat (2000 à 2004).

² Girard A., « Les Politiques culturelles d'André Malraux à Jack Lang : ruptures et continuités, Histoire d'une modernisation », *Hermès*, n° 20, 1996.

³ Pierre Musso dans une rencontre organisée le 12 octobre 2016 par le Comité d'Histoire du Ministère de la Culture et de la Communication et Laurent Fleury, en ligne <https://chmcc.hypotheses.org/2423>.

I. La naissance d'un médiateur culturel

Pour répondre à un exercice d'abord imposé par le Parti⁴, Jack Ralite a construit une véritable autobiographie⁵ à partir des années quatre-vingt-dix qu'il centre en définitive sur sa vocation culturelle comme le dit Gérard Belloin⁶. À Aubervilliers, il s'est longtemps placé sous les figures tutélaires d'André Karman⁷, maire de la commune de 1959 à 1984, et de Waldeck-Rochet, le député communiste de la troisième circonscription de Seine Saint Denis. Il a tout particulièrement rendu hommage au premier, cette figure héroïque d'ouvrier, résistant déporté – idéal-type longtemps valorisé par le PC ouvrier et résistancialiste.

Né le 14 mai 1928 à Châlons-sur-Marne, Jack Ralite appartient à une famille de cinq enfants, issue d'un milieu de classes moyennes modeste. Son père exerçait la fonction de chauffeur de taxi-ambulancier. Ses parents encouragent son goût pour les études ; son père lui rapporte des livres de Paris qu'il dévore ; *Le Rouge et le Noir* lui sert d'éducation sentimentale. Il voue à l'école républicaine et ses maîtres de la reconnaissance. Dès l'âge de six ans, il forge sa sensibilité au cinéma en voyant *Les Misérables*. Ralite passe le baccalauréat – une exception dans son milieu social – mais échoue au concours de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il ne renonce pas à la promesse républicaine d'émancipation par la culture mais se pense comme *autodidacte*. Le parti communiste auquel il adhère en novembre 1948 va lui ouvrir une session de rattrapage. Sensible au prestige de l'Armée rouge, il voit dans les accords Blum-Byrnes, le plan Marshall et ses conséquences culturelles, une atteinte à la souveraineté de la nation. De la sorte, il s'éloigne de la culture politique radicale socialiste de ses parents, même s'il ne manque pas d'évoquer son attachement au capitaine Dreyfus. Son engagement se tient entre les « deux grandes guerres ». Il est en contact dès l'enfance avec la mort à travers les récits de son père chargé de transporter les familles endeuillées à la recherche des traces de leurs chers disparus dans cette région, théâtre de la guerre de 1914. Dans son autobiographie, il fait de sa détention pendant quelques semaines dans les geôles allemandes à l'âge de quatorze ans pour fait d'indiscipline une

⁴ Pudal B. et Pennetier C., *Le Sujet communiste (identités militantes et laboratoires du « moi »)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

⁵ Lefait Ph., *Quatre ministres et puis s'en vont... (Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite et Marcel Rigout)*, Les Éditions de l'atelier - Éditions ouvrières, Paris, 1995 ; Archives de la ville d'Aubervilliers (AUB)/1054 ; « Grand entretien avec Jack Ralite », par Bernard Noël, *À Voix nue*, 19 juin 1995, France-Culture, « Face Public », entretien avec Jack Ralite, Co-production Face public/CICA, Georges Groult, 2010 ; Entretien personnel avec Jack Ralite en novembre 2014.

⁶ « L'aggiornamento au prisme de la trajectoire d'un permanent communiste », *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Éditions du Croquant, coll. « Savoir-Agir », 2009.

⁷ Voir sa notice biographique, Maitron [en ligne], <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article136390>

expérience initiatique⁸. Il devient un militant zélé de la banlieue rouge dans laquelle il s'installe. Adhérant sans restriction au communisme de la guerre froide, il fait preuve d'un éthos que Bernard Pudal compare à celui des instituteurs. Sélectionné dans sa fédération, Ralite passe par les écoles centrales d'un mois puis de quatre mois au sommet de la formation proposée alors par le parti communiste pour former plutôt des ouvriers. Il détaille son apprentissage du métier de journaliste⁹, les sorties culturelles. « Le travail de masse d'une cellule d'HLM », cet article publié dans *Les Cahiers du communisme*, avril 1957, montre qu'il retient les leçons fournies. Il tire une grande fierté de ces années de formation. Assez rapidement le militant devient un cadre communiste à l'échelle locale en charge de responsabilités culturelles¹⁰. Il entre à *L'Humanité-dimanche* en 1956. Toute sa vie, Ralite vaut au parti une reconnaissance pour cette possibilité de vivre une « vie plus intense », une « vraie vie », au contact d'écrivains comme Aragon, puis de metteurs en scène comme Vilar ou Vitez.

II. Aubervilliers, un laboratoire culturel communiste de 1959 aux années 1980 ?

Jack Ralite devient en 1959 un des premiers adjoints au maire à la culture. Il inscrit ses initiatives dans des cadres préexistants. En 1956, Jacques Duclos légitimait les politiques municipales communistes menées dans la ceinture rouge – ce territoire exploité, dominé, mais en quête de dignité¹¹. Mais au cours de la décennie d'aggiornamento pour le PCF impulsée par Waldeck-Rochet¹², le successeur de Maurice Thorez, Ralite prend comme repère de son action politique le Comité Central d'Argenteuil¹³ de 1966. Il en retient la liberté

⁸ « Le ministre, l'abbé et le menuisier communiste », Entretien avec Marie-José Sirach, *L'Humanité*, 6 janvier 2012.

⁹ En 1955 la tenue d'une « école centrale de formation des rédacteurs est notifiée in Folliot C. *La Culture politique communiste à travers les écoles du parti (1947-1963)*, Master 1, sous la direction de Michel Boivin, Caen, université de Caen, Basse Normandie, 2008-2009 ; Matériel pédagogique des écoles élémentaires du parti, Archives Départementales de Seine-Saint-Denis (AD 93), 261 J 19/3.

¹⁰ En 1956, il devient secrétaire de la section d'Aubervilliers. En juin 1956, élu au comité fédéral, il intègre le secrétariat fédéral de 1962 à 1964. Il s'occupe des rapports aux intellectuels et de la culture au bureau fédéral jusqu'en 1966 puis au comité fédéral de Seine-Saint-Denis.

¹¹ « Les municipalités au service des masses laborieuses », rapport au 14^e Congrès des 18 au 21 juillet 1956. Fourcaut A. « Bobigny, banlieue rouge », (préface d'Antoine Prost), Paris, les Éditions ouvrières-Presses de la FNSP, 1986 ; Fourcaut A. (éd.), *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire » ; Bellanger E., Mischi, J. (éds.) *Les territoires du communisme. Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, « Recherches », 2013.

¹² Fayet M.-L., *Le Parti communiste français et la culture, de 1956 à 1981 : Une exception culturelle dans le centralisme démocratique*, thèse de doctorat sous la direction d'Emmanuel Wallon, Paris X Ouest Nanterre.

¹³ AUB/2358, Clech P., *Engagement et mobilité par la culture. Étude de trois configurations politiques et artistiques en banlieue rouge (1960-2014)*, thèse de doctorat de sociologie dirigée par Marc Oberti et Edmond Préteceille, Paris, IEP, 2015.

de création accordée aux artistes : un enterrement du « jdanovisme » et d'un « art de parti » – une conquête d'Aragon¹⁴. La culture envisagée comme trésor accumulé des créations humaine doit être partagée par tous.

1. Les pratiques culturelles avant 1959

Gouvernée avant-guerre par Pierre Laval, Aubervilliers, cette commune de 57 000 habitants, à majorité ouvrière – 59 % de la population travaillant dans des usines de taille variable, même si les classes moyennes salariées progressent – dépourvue à la Libération de logements, d'infrastructures scolaires, sportives, éducatives, imite les pratiques culturelles initiées dans les années trente dans la ceinture rouge. L'action culturelle, encore envisagée comme un prolongement du comité d'organisation des fêtes, consiste à faire perdurer des activités¹⁵ mises en place par le parti, la CGT et les associations de toutes sortes¹⁶. Le *Journal d'Aubervilliers et de son canton*, miroir de la vie locale au service du PC, enregistre tous les événements - les inaugurations des équipements, les fêtes militantes, et la plus grande d'entre elles, la fête de l'Humanité¹⁷ à partir de 1960. À Aubervilliers prospère un « patriotisme de clocher à base de classe » éminemment politique. Mais Ralite qui est aussi adjoint aux affaires scolaires¹⁸ entretient plus de rapports avec les directeurs d'école qu'avec les syndicalistes ouvriers. En mai 1964, il prépare avec eux et l'inspecteur d'académie « la revue de l'école laïque »¹⁹. Dans le film réalisé à l'occasion par la mairie, les enfants d'Aubervilliers défilent déguisés sur des chars ou à pied. La voix *off* invite chaque gamin à s'identifier à Gavroche, l'enfant-héros des *Misérables* et dit le recul de la misère, initialement fixée par le film

¹⁴ Martelli R., *Une dispute communiste : Le Comité central d'Argenteuil sur la culture*, Paris, les Éditions sociales, 2017. Je remercie l'auteur de m'avoir communiqué des documents préparatoires de son livre à paraître. Gérard Belloin indique dans ses *Mémoires* qu'il a écrit l'ébauche du rapport sur les rapports entre le parti, les intellectuels et la culture avec le concours de Ralite. Sur ce point, la mémoire de ce dernier vacille. Martelli met en lumière le rôle d'Aragon.

¹⁵ Rab S., « Culture et loisirs, l'encadrement des prolétaires », in Fourcaut A. (éd.) *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités* ; Rab S., *Culture et banlieue. Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, Université Paris 7, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Michelle Perrot, 1994.

¹⁶ Cette politique poursuivie pendant plusieurs décennies laisse des traces dans les budgets municipaux.

¹⁷ Tartakowsky D. et Gérôme N., *La Fête de l'Humanité : culture communiste, culture populaire*, éditions Messidor et Éditions Sociales, Paris, 1988.

¹⁸ AD 93, Fonds Waldeck-Rochet, 314 J 84-85 circonscription d'Aubervilliers-La Courneuve. Comptes rendus d'activité 1960, 1963 et demandes d'intervention. 1960 1961. Ces sources qui fixent les modalités de l'intervention politique des députés communistes servent de modèle à Ralite.

¹⁹ AUB/398 Ralite Jack, « Au service de l'école laïque », *Rapport d'activité*, Ville d'Aubervilliers, (1964).

Aubervilliers d'Eli Lotar²⁰. La fête civique et émancipatrice a fait « *ville comble* »²¹. On peut reconnaître la patte de Ralite dans ce récit édifiant. Les sociologues²² parlent d'affiliation des ouvriers à la République dans ces *communes communistes*.

2. Le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, au cœur de la démocratisation culturelle

Le 25 janvier 1965 est inauguré à Aubervilliers le Théâtre de la Commune²³ en présence de Waldeck-Rochet, Jean Vilar, directeur du TNP et du festival d'Avignon, et Jeanne Laurent, sous-directrice des Spectacles et de la Musique à la Direction générale des Arts et des Lettres entre 1945 et 1952. Ralite²⁴ s'enorgueillit de cette présence, lui qui reprend l'idée de transformer le théâtre en un service public, d'innover en touchant un public populaire²⁵. À Aubervilliers prévaut le paradigme de la démocratisation culturelle.

Cette fondation repose comme à Avignon ou à Gennevilliers sur la rencontre entre un élu communiste soucieux de placer la culture au cœur de l'émancipation et un metteur en scène²⁶ Gabriel Garran²⁷. L'élu qui découvre le théâtre en fréquentant les studios des Buttes Chaumont où étaient tournées des dramatiques se passionne pour le projet et intercède pour le défendre auprès du maire. Pour les deux hommes, l'enjeu de l'aventure partagée est de *décentraliser le théâtre en banlieue*, de suivre Vilar²⁸. Mais les moyens manquent. Pourtant, le festival de théâtre qui se tient de 1961 à 1964 dans un gymnase aménagé par René Allio est un succès. En s'appuyant sur le réseau des associations et des syndicats mobilisés par l'élu, Garran rend les pièces jouées accessibles à un public ignorant les codes du genre. Assister aux répétitions permet à Jacques Richy, secrétaire du comité d'entreprise de Malicet et Blin,

²⁰ Documentaire de 26 minutes commandé par Charles Tillon, avec des paroles de Prévert et une musique de Kosma, tourné en 1945, sorti en 1946.

²¹ 3AV0084-086 « Hommage à Jack Ralite ». Cica Vidéo, Eric Garreau, Denis Ralite, 2003, Betacam, Hommage rendu à Jack Ralite en 2003 au moment de son départ de la mairie.

²² Bacqué M.-H. et Sintomer Y., « Affiliations et désaffiliations en banlieues. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, n° 2, 2001.

²³ La photographie de l'événement est reprise dans l'article sur le PCF rédigé par Tartakowski D. in Waresquiel E. de (dir.), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse, CNRS, 2001. Ce livre a une grande visibilité dans la bibliothèque de Jack Ralite.

²⁴ AUB/1124, Seaux F., *La politique théâtrale de la municipalité communiste d'Aubervilliers 1945-1985*, mémoire de Maîtrise sous la direction de A.-S. Perriaux, Rouen, Université de Rouen.

²⁵ Denizot M., *Jeanne Laurent, une fondatrice du service public pour la culture*. Paris, Comité d'histoire, La Documentation française, 2005.

²⁶ Dubois V., « Aggiornamento culturel et refoulement du politique. L'action culturelle dans une municipalité communiste (Givors, 1953-1993) » et Lambert B., Matonti F., « Les "forains légitimes". Elus communistes et metteurs en scène, histoire d'une affinité élective » in Dubois V. (dir. avec Poirrier Ph.), *Politiques locales et enjeux culturels, XIXe-XXe siècles*, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Fondation Maison des sciences de l'homme, La Documentation française, Paris, 1999.

²⁷ Abirached R. (dir.), *La Décentralisation théâtrale. 2 Les années Malraux 1959-1968*, Paris, Actes sud, 1993.

²⁸ « Grand entretien avec Jack Ralite », par Bernard Noël, *À Voix nue*, 19 juin 1995, France-Culture.

de franchir le pas²⁹. La municipalité se laisse convaincre de transformer la salle des fêtes, au cœur du parc Stalingrad en *Théâtre de la Commune*. Les transferts de créativité vers la banlieue sont salués par Bertrand Poirot-Delpech, critique du *Monde* dans un article repris le 25 janvier 1965 dans le journal local. Le succès électoral aux municipales de 1965 promeut Ralite au rang de second adjoint au maire. Cependant la déconvenue intervient assez tôt. Les difficultés sont d'ordre financier – Ralite insiste sur l'absence de contribution de l'Etat. Mais les doutes concernent particulièrement l'origine sociale et géographique du public. Selon l'analyse du public établie à partir du fichier des amis du théâtre en 1966, 62 % des spectateurs viennent d'Aubervilliers ou des communes proches mais la proportion d'ouvriers est faible : 4,98 %, en dépit de l'action des comités d'entreprise. Le théâtre touche surtout les employés et parmi eux les enseignants, les scolaires – 19 % de la fréquentation³⁰. Inlassablement, Garran justifie la programmation. Il ne veut pas que la création se dilue dans l'action culturelle³¹. Le Théâtre devient Centre Dramatique national (1971) et s'ouvre sur des troupes extérieures mais devient aussi une étape dans la carrière d'un metteur en scène après 1984.

Jack Ralite présente les institutions culturelles créées après 1965 comme greffées sur la bouture du théâtre : le cinéma, « Le studio », l'école de musique aujourd'hui conservatoire de région, quatre bibliothèques préfigurées par un bibliobus, un centre d'enregistrement, un centre d'arts plastiques. La démocratisation culturelle passe aussi par la télévision. Ralite la décrit dans un article de critique politique³² comme un « livre de poche en images ». Le responsable de la rubrique télé de 1957 à 1963 à l'*Humanité-Dimanche* soutient l'introduction des télé-clubs³³ animés par l'Office Municipal de la Jeunesse d'Aubervilliers et le théâtre fait venir des réalisateurs communistes comme Stello Lorenzi. L'année 1959 marque un tournant dans la vie de Ralite. La culture se dégage progressivement d'une pratique de militant dans cette ville ouvrière. Les réussites locales de Ralite le propulsent à l'échelle nationale.

²⁹ « Ce que je pense du festival », *Journal d'Aubervilliers et de son canton*, 19 juin 1964.

³⁰ AUB/154, Imbert M., *Rencontres d'Avignon. Enquête sur la politique culturelle de sept villes : Annecy, Aubervilliers, Avignon, Bourges, Grenoble, Rennes, Strasbourg*, p. 25 ; *Les municipalités et la culture en 1966 ou Les Quat'sous de l'Opéra*, FNCC, Paris, 1968.

³¹ AD 93. Fonds Roland Leroy, 263 J 71, Lettre du 29 mai 1969 sur « les fins et le devenir du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers » ; le 17 janvier 1969, Garran participe à un débat sur la programmation de *La Mort d'un commis voyageur* d'Arthur Miller, dans *Le Journal d'Aubervilliers et son canton*.

³² « La télévision et le pouvoir personnel », *Cahiers du communisme*, mai 1963 ; Bourdon J., *Haute fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Seuil, 1994.

³³ Lévy M.-F., « Les télé-clubs » in Jeanneney J.-N. (dir.), *L'écho du siècle. Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette, 1999.

3. De l'échelle locale à l'échelle nationale

Dans « Le plaisir de changer la réalité »³⁴, conclusion d'une réunion d'étude sur « Les activités culturelles des municipalités communistes » à Vitry, le 12 février 1966³⁵, Ralite contribue à faire émerger la culture comme catégorie de l'intervention politique³⁶ à l'échelle municipale. Il diffuse son approche dans le PC comme au sein de la FNCC et lors des rencontres d'Avignon. En octobre 1963, dans « le Mandat municipal, atout démocratique »³⁷, un article politique général, Ralite érige les communes en territoires de résistance au pouvoir autoritaire et centralisateur de De Gaulle. Dans la confrontation avec le ministère de la Culture de Malraux à qui ils reprochent son approche élitiste et centralisatrice de la culture, sa conception du « choc artistique », les communistes³⁸ rejoignent les élus regroupés dans la FNCC, la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture, créée par Michel Durafour, un élu centriste. Ralite en devient même un des responsables. Dans le texte de 1966, l'adjoint, qui définit des besoins ambitieux actualisant les vues du mouvement d'éducation populaire, envisage la création d'institutions et prévoit des financements. Il résume en huit points les responsabilités des communes érigées en obligations. Avoir un adjoint au maire à la culture ; créer des services publics culturels municipaux ; mettre en valeur les spécificités culturelles d'un territoire ; prévoir des budgets pour la culture ; revendiquer auprès de l'État, créer un centre culturel municipal, mais aussi former des cadres culturels. Cette charte que Ralite reprend au congrès de la FNCC de Toulouse en 1966 inspire son rapport final³⁹. Lors des Rencontres d'Avignon du 30 juillet au 4 août 1967, autre lieu d'élaboration des politiques culturelles⁴⁰, Ralite enrichit la contribution initiale en réclamant une loi sur les responsabilités de l'Etat en matière culturelle, suivant ainsi Jeanne Laurent. Il

³⁴ AUB/2273, *France nouvelle*, 2 mars 1966, repris dans Ménine K., *La pensée, la poésie et le politique*, dialogue avec Jack Ralite. Paris, éd. Les Solitaires Intempestifs, 2015.

³⁵ Elle est présidée par Juliette Dubois et Jacques Chambaz. Henri Krazucki, responsable aux intellectuels et à la culture.

³⁶ Urfalino Ph., *L'Invention de la politique culturelle* : postface inédite, Pluriel, 2001.

³⁷ *Les Cahiers du communisme*.

³⁸ Dubois V., *La Politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin 1999.

³⁹ Molinier P., *Un demi-siècle au service d'une culture décentralisée. La FNCC, 1960-2010, Fédération des collectivités locales pour la culture*, comité d'histoire de la culture, Paris, 2010, p. 31. Le livre évoque le rôle de Ralite dans cette institution. En 1961, 7 communistes sur 37 siègent au conseil d'administration et le bureau comprend trois communistes sur huit membres. À propos de l'organisation du Congrès de la FNCC en 1967, Ralite estime qu'un centre culturel « privilégie en quelque sorte les compétences culturelles d'en bas » (Archives de la FNCC), p 25. Dès 1964, il propose l'organisation des premiers Etats-généraux de la culture et organise du 16 au 24 avril 1966 des journées de formation des responsables de l'action culturelle au niveau communal à Dourdan, p. 35.

⁴⁰ Poirrier Ph. (éd.), *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon, 1964-1970*, Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, Paris, La Documentation française, 2012.

soutient les créateurs, les metteurs en scène en proie à des conflits avec des municipalités – Planchon en particulier. Il s'appuie sur les textes du Comité central d'Argenteuil. Les rencontres d'Avignon de 1967 orchestrées par Vilar entre des artistes et quelques hauts fonctionnaires comme Augustin Girard⁴¹, des élus en charge de la culture deviennent pour Ralite un idéal-type de fonctionnement démocratique, opposée aux pratiques des experts du ministre de la Culture.

La contestation de la démocratisation culturelle portée par 1968 ébranle Ralite ; il défend Vilar. En février 1969, à l'occasion du centenaire de la naissance de Firmin Gémier⁴² – originaire d'Aubervilliers – il reproche aux contestataires de 1968 de manquer la véritable critique des industries culturelles et porte en même temps le fer contre Malraux. En s'appuyant sur Argenteuil et d'autres textes du PC⁴³, il propose une autre voie, une fertilisation croisée entre culture et politique. Émancipatrice, « piste d'envol » pour chacun, la culture permet de comprendre le monde et de le changer. Lui-même renouvelle son engagement communiste au contact d'Aragon et de Vitez et joue un « rôle remarqué d'interface entre le PCF et les milieux culturels, à commencer par le puissant syndicat des directeurs d'établissements d'action culturelle – le Syndeac⁴⁴ ».

Au cours des années 1970 Ralite anime la campagne nationale pour que 1 % du budget de l'Etat soit dévolu à la culture⁴⁵. Il devient député en 1973 dans un parti qui réserve une place plus grande aux professions intellectuelles. Il acquiert de nouvelles compétences dans la commission des affaires culturelles comme responsable du budget du cinéma⁴⁶. La période s'achève en 1980 par un « bilan des politiques culturelles menées dans les municipalités communistes »⁴⁷ à l'occasion d'une rencontre d'adjoints au maire à la culture le 24 juin à Bobigny. Le nombre de participants a fortement progressé : 1500 contre 140 adjoints en 1966 et 1000 en 1977. La banlieue a impulsé une politique d'envergure nationale. Les objectifs conservés de la charte de 1966 ont été largement atteints ! Dans ce tableau Ralite minimise la « vague rose » des élections municipales de 1977 et ses conséquences culturelles, étant donné le tournant pris en ce domaine par les socialistes depuis 1971. Ralite initie une

⁴¹ AUB/410 « Augustin Girard : table ronde », le 8 mars 1993.

⁴² AUB/561, Dauphin Claude ; Garran Gabriel, Ralite Jack, Vilar Jean, Centenaire de Firmin Gémier, allocutions prononcées au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, le 22 février 1969, *La Nouvelle Critique*. Culture Supplément, n° 2, mai 1969.

⁴³ Comité central du Vaucluse après le festival d'Avignon, *La Nouvelle critique*, n° 17, octobre 1968 ; Belloin Gérard, « les artistes du spectacle. Propositions pour un statut », *La Nouvelle critique*, mars 1969.

⁴⁴ Becker J.-J. et Ory P., *Crises et alternances, 1974-1995*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 219.

⁴⁵ Ralite J., *Complicités avec Jean Vilar et Antoine Vitez*, Préface de Maurice Bédart, Paris, Ed. Tirésias, 1996.

⁴⁶ <http://archives.assemblee-nationale.fr>

⁴⁷ AUB/ 104, « Les municipalités communistes et la culture ». Proposition pour la réunion de travail du 24 juin 1980.

politique culturelle municipale qui se généralise au cours des années 1970, même si les socialistes infléchissent ces orientations.

III. Les politiques culturelles à l'heure des industries culturelles

Devenu maire d'Aubervilliers à partir de 1984 et jusqu'en 2001, confronté à la désindustrialisation précoce de ce territoire, Ralite participe au courant des refondateurs du PC, en butte à la décrue du communisme. La dialectique du progrès ne va plus de soi. Ralite émaille ses interventions de citations de poètes et de penseurs *singuliers* comme Musset, Pasolini ou Balandier et Benjamin.

1. Les évolutions de la politique culturelle à Aubervilliers

À partir de 1984 Jack Ralite imprime davantage sa marque sur sa ville « dure et tendre » qu'il affectionne. Dans ses discours pour l'orienter vers l'avenir, il met son histoire en récit en associant questions sociales et questions culturelles⁴⁸. Au début des années 2000⁴⁹, la ville ne compte plus que 63 500 habitants et sa population baisse de 6 % depuis le milieu des années 1970 ; elle est une des plus pauvres de l'Ile de France : touchée par un chômage de masse – 19 % des actifs – sa population reste peu qualifiée même si la situation s'améliore dans la décennie 1990-2000 ; un tiers des habitants sont des étrangers. Le tissu social de la Plaine Saint-Denis, la plus vaste zone industrielle d'Europe, se défait. L'étau se desserre avec le projet Renaissance intercommunal⁵⁰, même si les emplois créés ne concernent pas assez la population locale. Pour Ralite, « la banlieue porte la maladie du corps social dans son ensemble. Aujourd'hui, la banlieue doit répondre à la hauteur de civilisation, pour elle et pour le centre »⁵¹. Les cadres de la politique culturelle⁵² évoluent après 1981 avec la décentralisation, la professionnalisation des intervenants culturels et les impulsions nouvelles données par le ministère. Le rééquilibrage des rapports entamé dans les années 1970 s'institutionnalise : les conventions de développement culturel sont le principal outil de la contractualisation entre l'Etat et les collectivités locales, les projets sont conduits à l'échelle

⁴⁸ AUB/ 498, « Lettre du sénateur Jack Ralite » en janvier 1996.

⁴⁹ 918W90 *Tableaux et graphiques Plaine Commune, évolution du territoire de 1990 à 2006 des huit communes de la Plaine Saint-Denis*. Observatoire de la société locale, janvier 2010. A compléter par les données de l'INSEE en libre accès.

⁵⁰ AUB/ 326 « La Plaine Saint-Denis pour un aménagement à visage humain » : conférence de presse 26 juin 1990.

⁵¹ AUB/ 410 « Augustin Girard : table ronde », le 8 mars 1993.

⁵² Poirrier Ph., « L'histoire des politiques culturelles des villes », *Vingtième Siècle*, revue d'histoire, n° 53, janvier-mars 1997.

du département, dans le cadre de l'intercommunalité. Le budget consacré à la culture par la ville s'élève à 5 à 6 % du budget⁵³. Pour le Théâtre de la Commune, les tensions financières s'amointrissent avec la contribution de l'Etat après 1977. Mais après le départ de Garran en 1984, seul Didier Bezace, directeur du Théâtre de 1997 à 2013, se réclame encore de la démocratisation culturelle⁵⁴. L'offre culturelle se diversifie, les pratiques amateurs dans les quartiers – la danse, le sport – sont soutenues. Dans le film de 2003, Ralite intervient sur un stade ou aux côtés de supporters cyclistes. Le chorégraphe François Verret crée les laboratoires d'Aubervilliers ; Zingaro s'installe au Fort d'Aubervilliers. Dans la dernière période, fleurissent les résidences d'artistes dans les friches industrielles nombreuses et d'un coût abordable. Associé dans le département aussi bien au festival « Musiques du monde » qu'au festival de jazz « banlieues bleues », Aubervilliers se distingue moins que dans la période précédente. Le Métafort⁵⁵ (1998), ce lieu utopique d'expérimentation, de rencontre des innovations industrielles, artistiques et sociales dans le domaine des technologies de la communication, réduit ses ambitions, en partie faute de financement de l'Etat après 2001.

Après 2003, Ralite fait venir le Collège de France dans la commune et introduit quelques conférences. Peu touchée par la gentrification, Aubervilliers résiste mieux que le reste de la banlieue rouge à la décade du communisme municipal. La désaffiliation perd cependant, en dépit de la mise en place de comités de quartier depuis 1997, où sont aussi débattus les choix culturels de la ville. Dès 1986, dans la séance enregistrée du Comité central du 17 et 18 novembre, Ralite regrette le temps d'une plus grande osmose avec la population⁵⁶, commandée par le rapport direct entre l'élu et la population. « Il y a des appels profonds. Et il est vrai que ceux que je rencontre attendent de nous autre chose que ce que nous leur offrons »⁵⁷, dit-il au comité central des 30 septembre et 1^{er} octobre 1991. Les enquêtes menées par les journalistes du *Monde*⁵⁸ donnent la parole aux Albertivillariens qui jugent les pratiques culturelles encouragées trop élitaires, éloignées de leur quotidien, trop fastueuses même. Aubervilliers n'échappe pas aux émeutes urbaines de l'automne 2005. Pourtant les artistes expriment un autre point de vue. En septembre 1997, dans *Auber mensuel*, Larbi Hacène, à

⁵³ AUB/806, *Aspects de la vie culturelle à Aubervilliers 1992-1993*. Observatoire de la société locale, 1993. Le budget a augmenté depuis 1980, il n'était alors que de 4,05 %. Ces données sont inférieures aux ordres de grandeur fournis par Philippe Poirier dans le précédent article.

⁵⁴ « La Banlieue est le lieu le plus juste pour faire du théâtre aujourd'hui », *Le Monde*, 2 janvier 2006.

⁵⁵ AUB/1942 Musso P. et Zeitoun J., *Le Métafort d'Aubervilliers. Techniques contemporaines création artistique et innovation sociale*, Paris, Charles Le Bouil, 1995.

⁵⁶ AD 93. 1 AV/19412 TC ½. 17 et 18 novembre 1986.

⁵⁷ *L'Humanité*, 2 octobre 1991.

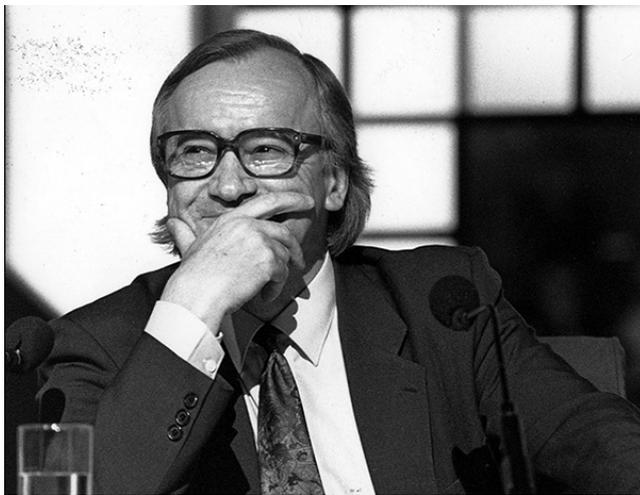
⁵⁸ De Roux Emmanuel, « Jack Ralite, la culture comme combustible », *Le Monde*, 29 mai 2002, Louise Prothery, « Reportage Le 93, si loin, si proche de la culture. Des comités de quartier pour combler le fossé entre l'art et la population. », *Le Monde*, 4 mai 2002.

la tête du conservatoire musical de la région, salue les encouragements apportés par Ralite aux artistes. Didier Daeninckx⁵⁹, originaire d'Aubervilliers, dit aussi tout ce que sa condition d'écrivain doit à la politique culturelle de la ville, au théâtre. Sur ces territoires, la culture a changé la vie de quelques hommes⁶⁰. Le dualisme social et culturel ne disparaît pas.

Ralite associe Aubervilliers à son action menée à l'échelle nationale. Il en fait le contrepoint, d'échecs à l'échelle nationale.

2. L'exception culturelle

Figure 1. Jack Ralite. Ville d'Aubervilliers



Dans son autobiographie, Ralite accorde aux États Généraux de la culture une place déterminante. Le 23 mai 1981⁶¹, il se réjouit de la victoire du 10 mai et regrette de ne pas avoir été nommé ministre de la Culture⁶².

Lors du Comité central du 24 et 25 mars 1986, dans une intervention sur la jeunesse, Ralite dit de Jack Lang que « c'est un ministre qui a collé à des choses profondes »⁶³. Néanmoins, les communistes s'abstiennent au moment du vote de la grande loi sur l'audiovisuel en 1982. L'autorisation des chaînes privées qu'ils associent au tournant libéral attise leur mécontentement. En privatisant TF1, la droite revenue au pouvoir en 1986 s'engouffre dans la brèche ouverte. Mais, pour Ralite, cette histoire commence avec le démantèlement de l'ORTF⁶⁴ en 1974 et l'introduction de la publicité en 1967 qui insèrent dans le secteur public des critères comptables. Le secteur connaît alors un véritable changement de paradigme. Les archives de Jack Ralite donnent une grande visibilité aux « Rencontres

⁵⁹ 3AV0084-086. Hommage à Jack Ralite. Cica Vidéo, Eric Garreau, Denis Ralite 2003, Betacam,

⁶⁰ AUB/ 2358, Clech P., *Engagement et mobilité par la culture. Étude de trois configurations politiques et artistiques en banlieue rouge*, op. cit.

⁶¹ AUB 99Z 118, Conférence de presse du PCF, présenté par Ralite.

⁶² Jack Ralite se félicite d'avoir soutenu Simone Weil sur la loi autorisant l'IVG.

⁶³ AD 93, 1 AV/19395 TC ¼ 24 et 25 mars 1986 à Paris.

⁶⁴ Bachmann S., « La suppression de l'ORTF en 1974. La réforme de la "délivrance" », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 17, janvier-mars 1988.

d'Aubervilliers. Pour une alternative française aux défis de l'audiovisuel⁶⁵ » qui se tiennent le 7 juin 1986 contre la privatisation de TF1. Le militant de la culture revendique la nécessité de construire une alternative à la privatisation de la chaîne – un service public rénové dynamique et pluriel, sans affairisme, ni étatismes. La défense du service public audiovisuel s'adosse à une intervention des communistes depuis la Libération⁶⁶ dans le secteur du cinéma⁶⁷ et de l'audiovisuel⁶⁸, elle préfigure les États-généraux de la culture. L'appel initial de Jack Ralite⁶⁹ de décembre 1986 – « la culture se porte bien pourvu qu'on la sauve » – rencontre un grand écho auprès des artistes, un temps proche des socialistes. Le mouvement culmine le 16 novembre 1987 au Zénith à Paris par un rassemblement qui proclame la charte des droits de la culture adoptée le 17 juin 1987 au Théâtre de Paris. Ralite se présente comme le « catalyseur » d'un mouvement d'artistes en quête du soutien de leur public qui prend la forme d'une fête. Sollicité pour son talent politique, il reprend le rôle de Vilar à Avignon⁷⁰ ; il renoue également avec les États Généraux convoqués en 1936 par le PCF, moment fondateur de réappropriation de l'héritage culturel national. Ce mouvement social inédit dure plus de dix ans, s'internationalise, devient un laboratoire de pensée tenant compte particulièrement des mutations technologiques. Il s'inscrit dans une nouvelle phase de l'histoire de la mondialisation dans laquelle les industries culturelles pèsent, avec pour arrière-plan des négociations internationales pour la libéralisation des échanges de services au sein du GATT puis de l'OMC. Les économistes⁷¹ de la culture décrivent ces mutations.

L'appel initial veut être « un *sursaut éthique* contre cette formidable inversion des valeurs entre la culture et l'argent »⁷². Dans cette critique des industries culturelles, l'appauvrissement et l'uniformisation des productions transforment le citoyen en consommateur, accroissent la ségrégation socio-culturelle. La réponse à ses évolutions est d'ordre normatif : produire une charte, encadrer les évolutions sans tomber dans l'étatisme. Désormais l'imaginaire des peuples se façonne dans l'audiovisuel ; la culture est un élément

⁶⁵ AUB 99Z 203, Liste des participants, correspondance, articles de presse, compte-rendu de la rencontre, intervention.

⁶⁶ Eck H., « Radio, culture et démocratie en France : une ambition mort-née (1944-1949) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 30, avril-juin 1991.

⁶⁷ Les communistes considèrent le cinéma comme l'expression d'une culture nationale à défendre et comme un milieu professionnel particulièrement fragile à protéger. Laurent M., *Le Cinéma est à nous. Le PCF et le cinéma français de la Libération à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; Gallinari P., *Les Communistes et le cinéma de la Libération aux années soixante*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

⁶⁸ AD93. Fonds Rolland Leroy, 263 J 75 ORTF 1967-1074 ; le sujet n'a pas encore été traité globalement.

⁶⁹ Friedli L., *Les États généraux de la culture. La lutte d'un mouvement citoyen dans le domaine de l'audiovisuel 1987-1997*. Master 2 sous la direction de Laurent Martin, Paris, Paris III Sorbonne nouvelle, qui contient une recension des sources.

⁷⁰ *Complicités avec Jean Vilar et Antoine Vitez, op. cit.* est rédigé dix ans plus tôt.

⁷¹ Benhamou F., *Les dérèglements de l'exception culturelle : Plaidoyer pour une perspective européenne*, Paris, Le Seuil, 2006.

⁷² *États-généraux de la culture, La Culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve*. Présentation de Jack Ralite, Paris, Messidor-Éditions sociales, 1987, p. 64.

constitutif de l'identité des peuples, de leur souveraineté. La télévision relève donc de « l'en-commun », ne peut être abandonnée à l'affairisme. Actualisant Jeanne Laurent, Ralite reprend avec force l'idée d'une responsabilité publique en matière d'audiovisuel ; il réclame un *droit à l'audiovisuel* comme un droit à la culture. Dans la Charte des droits de la culture, les exigences d'une politique culturelle sont énoncées en quelques points comme en 1966. De nouveau, Ralite réaffirme l'audace de la création et l'obligation de production. Mais insiste sur l'élan du pluralisme et la nécessaire conquête d'un vaste public et renforce le besoin d'une coopération internationale. Ralite dramatise⁷³ les enjeux de la lutte de « David contre le GATT » : sauvegarder la création nationale et européenne et à travers elle la civilisation tout entière. La défense de la culture va de pair avec une réenchantement de la politique comme en 1967. Par ses contributions, Ralite concourt à la naissance de la notion d'*exception culturelle*, remplacée par celle de *différence culturelle* ; Serge Regourd⁷⁴ l'envisage comme le nouveau paradigme des politiques culturelles suscitant de larges suffrages au-delà du PCF et même de la gauche. L'audiovisuel et le cinéma ne sont pas des services comme les autres, un système juridique d'organisation *protège* ces secteurs de la concurrence. Les États-généraux irriguent l'activité de Ralite comme sénateur et inspirent les amendements, les projets auxquels il concourt, mais aussi comme fondateur de la philosophie chrétienne. Le projet du Métafort à Aubervilliers en découle aussi. La place manque pour en suivre les innovations et les permanences, pour mesurer son évolution intellectuelle.

En définitive la capacité de Jack Ralite à élaborer des politiques culturelles à toutes les échelles repose sur un goût précoce, reconstitué pour la culture de cet autodidacte bien formé. Il y parvient dans le Parti communiste dans une décennie d'aggiornamento, soutenu par l'idéal de la démocratisation culturelle. Sa vocation première s'épanouit à Aubervilliers. La politique culturelle initiée s'appuyait sur les réseaux de syndicats et d'associations propres à ce territoire politisé. Elle perdure en se diversifiant, se renouvelant faisant place aux pratiques amateurs. Ralite reste cependant attaché à « l'élitisme pour tous » du théâtre et se réjouit de l'installation du campus Condorcet comme d'autres institutions culturelles de haut niveau dans le projet de la Plaine Saint-Denis. De la démocratisation culturelle, il conserve l'idée d'une responsabilité de la puissance publique pour encadrer les industries culturelles à l'heure de l'échec du communisme. Sur le plan national, Ralite finit par devenir un médiateur entre les artistes et les politiques, un défenseur des créateurs au festival d'Avignon, puis aux États-généraux de

⁷³ AUB/ 834 le GATT et la culture. Dossier de presse très fourni.

⁷⁴ Regourd. S., *L'Exception culturelle*, Paris, PUF, « Que-sais-je », 2004.

la culture autant de lieux utopiques de synergie entre culture et politique. Aujourd'hui les économistes de la culture critiquent ouvertement l'exception culturelle et les politiques culturelles sont sur la défensive.

Bibliographie

ABIRACHED Robert (dir.), *La Décentralisation théâtrale. 2 Les années Malraux 1959-1968*, Paris, Actes sud, 1993.

BACHMANN Sophie, « La suppression de l'ORTF en 1974. La réforme de la "délivrance" », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 17, janvier-mars 1988.

BACQUÉ Marie-Hélène et SINTOMER Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieues. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, n° 2, 2001.

BECKER Jean-Jacques et ORY Pascal, *Crises et alternances, 1974-1995*, Paris, Le Seuil, 1998.

BELLANGER Emmanuel et MISCHI Julian (éds.) *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, « Recherches », 2013.

BENHAMOU Françoise, *Les dérèglements de l'exception culturelle : Plaidoyer pour une perspective européenne*, Paris, Le Seuil, 2006.

BITTOUN Gilda, « Ralite, Jack, Alfred, Pierre », *Le Maitron dictionnaire biographique* [en ligne], version mise en ligne le 4 novembre 2015, dernière modification le 17 avril 2019, <https://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article176498>.

BOULLAND Paul, « Karman, André », *Le Maitron dictionnaire Biographique* [en ligne], version mise en ligne le 3 mars 2011, dernière modification le 5 septembre 2011, <https://maitron.fr/spip.php?article136390>

BOURDON Jérôme, *Haute fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Seuil, 1994.

CLECH Pauline, *Engagement et mobilité par la culture. Étude de trois configurations politiques et artistiques en banlieue rouge (1960-2014)*, thèse de doctorat en sociologie sous la direction de Marc Oberti et Édmond Préteceille, Paris, IEP, 2015.

DE BAECQUE Antoine et LOYER Emmanuelle, *Histoire du festival d'Avignon*, Py Olivier (préf.), Paris, Gallimard, 2016.

DENIZOT Marion, *Jeanne Laurent, une fondatrice du service public pour la culture*. Paris, Comité d'histoire, La Documentation française, 2005.

DUBOIS Vincent, *La Politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin 1999.

DUBOIS Vincent et POIRRIER Philippe (dir.), *Politiques locales et enjeux culturels, XIXe-XXe siècles*, Comité d'histoire du ministère de la Culture, Fondation Maison des sciences de l'homme, Paris, La Documentation française, 1998.

Dubois Vincent, « Aggiornamento culturel et refoulement du politique : L'action culturelle dans une municipalité communiste (Givors, 1953-1993) », *Politiques locales et enjeux culturels*, CERAT, p. 361-385, 1998 [en ligne], <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00497999>

ECK Hélène, « Radio, culture et démocratie en France : une ambition mort-née (1944-1949) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 30, avril-juin 1991.

FAYET Marie-Lise, *Le Parti communiste français et la culture, de 1956 à 1981 : Une exception culturelle dans le centralisme démocratique*, thèse de doctorat en science politique sous la direction d'Emmanuel Wallon, Paris, Paris X Ouest Nanterre, 2011.

FOLLIOT Colin, *La Culture politique communiste à travers les écoles du parti (1947-1963)*, mémoire de Master 1 sous la direction de Michel Boivin, université de Caen, Basse Normandie, 2008-2009.

FOURCAUT Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, PROST Antoine (préf.), Paris, les Éditions ouvrières-Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

FOURCAUT Annie, *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 1992.

FRIEDLI Léonore, *Les Etats généraux de la culture. La lutte d'un mouvement citoyen dans le domaine de l'audiovisuel 1987-1997*, mémoire de Master 2 d'histoire sous la direction de Laurent Martin, Paris, Paris III - Sorbonne nouvelle, 2016.

GALLINARI Pauline, *Les Communistes et le cinéma de la Libération aux années soixante*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

GARRAN Gabriel, *Géographie française*, Paris, Flammarion, 2014.

GIRARD Augustin, « Les Politiques culturelles d'André Malraux à Jack Lang : ruptures et continuités, Histoire d'une modernisation », *Hermès*, n° 20, 1996.

HOUZIAUX Alain (dir.), MONGIN Olivier, PINTE Étienne, RALITE Jack, *Être idéaliste, est-ce dépassé ?* Paris, les Éditions de l'Atelier, 2006.

IMBERT Maurice (dir.), *Enquête sur la politique culturelle de sept villes : Annecy, Aubervilliers, Avignon, Bourges, Grenoble, Rennes, Strasbourg. Rencontres d'Avignon : rapport principal*, Commission française pour l'UNESCO, Ministère des affaires culturelles, Paris : Ministère des affaires culturelles, 1967.

LAMBERT Benoît et MATONTI Frédérique, « “Les forains légitimes”. Élus communistes et metteurs en scène, histoire d'une affinité élective », in DUBOIS Vincent (dir.) *Politiques locales et enjeux culturels. Les clochers d'une querelle. XIXème-XXème siècles*, Paris, Documentation française, série « Travaux et Documents » du Comité d'Histoire du Ministère de la Culture, p. 333-360, 1999.

LAURENT Marie, *Le Cinéma est à nous. Le PCF et le cinéma français de la Libération à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2005.

LEFAIT Philippe, *Quatre ministres et puis s'en vont... (Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite et Marcel Rigout)*, Les Editions de l'atelier - Editions ouvrières, Paris, 1995.

LEVY Marie-Françoise, « Les télé-clubs » in JEANNENEY Jean-Noël, *L'écho du siècle. Dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Paris, Hachette, 1999.

MARTELLI Roger, *Une dispute communiste : Le Comité central d'Argenteuil sur la culture*, Paris, les Éditions sociales, Paris, 2017.

MENINE Karelle, *La pensée, la poésie et le politique, dialogue avec Jack Ralite*, Paris, Éditions Les Solitaires Intempestifs, 2015.

MOLINIER Pierre, *Un demi-siècle au service d'une culture décentralisée. La FNCC, 1960-2010*, Paris, FNCC, Comité d'histoire de la culture, 2010.

MUSSO Pierre, SANTONI Pascal, SOUETRE Philippe et ZEITOUN Jean, RALITE Jack (préf.), *Le Métafort : la cité des arts d'Aubervilliers : création artistique et techniques contemporaines*, Aubervilliers, « Etats généraux de la culture », 1993.

MUSSO Pierre et ZEITOUN Jean, *Le Métafort d'Aubervilliers. Techniques contemporaines création artistique et innovation sociale*, Paris, Charles Le Bouil, 1995.

POIRRIER Philippe, « L'histoire des politiques culturelles des villes », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 53, janvier-mars 1997.

POIRRIER Philippe, *L'État et la culture en France au XX^e siècle*, Paris, Librairie générale française, 2006.

POIRRIER Philippe, *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon, sous la présidence de Jean Vilar 1964-1970*, Comité d'histoire du Ministère de la culture et de la communication, Paris, La Documentation française, 2012.

POIRRIER Philippe (éd.), *Les politiques de la culture en France*, Paris, La Documentation française, 2016.

PUDAL Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Paris, Éditions du Croquant, coll. « Savoir-Agir », 2009.

PUDAL Bernard et PENNETIER Claude, *Le Sujet communiste (identités militantes et laboratoires du « moi »)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

RAB Sylvie, « Culture et loisirs, l'encadrement des prolétaires » in FOURCAUT Annie (dir.), *Banlieue rouge (1920-1960)*, Paris, Autrement, 1992, p. 80-98.

RAB Sylvie, *Culture et banlieue. Les politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine sous la direction de Michelle Perrot, Paris, Université Paris Diderot, 1994.

RALITE Jack (préf.), *La Culture française se porte bien pourvu qu'on la sauve*, États généraux de la Culture 17 juin 1987, Paris, Messidor-éditions sociales, 1987.

RALITE Jack, *Complicités avec Jean Vilar et Antoine Vitez*, BÉJART Maurice (préf.), Paris, Tirésias, 1996.

RALITE Jack et BARBARANT Olivier, *Aragon d'hier à aujourd'hui*, LAURENT Pierre (préf.), Tarbes, Arcane 17, 2012.

REGOURD Serge, *L'Exception culturelle*, Paris, PUF, « Que-sais-je ? », 2004.

SEAUX Frédéric, *La politique théâtrale de la municipalité communiste d'Aubervilliers 1945-1985*, mémoire de maîtrise sous la direction de Perriaux Anne-Sophie, Rouen, Université de

Rouen.

TARTAKOWSKY Danielle et GÉROME Noëlle, *La Fête de l'Humanité : culture communiste, culture populaire*, éditions Messidor et Éditions Sociales, Paris, 1988.

URFALINO Philippe, *L'Invention de la politique culturelle : postface inédite*, Paris, Hachette littérature, « Pluriel », 2001.

VERDÈS-LEROUX Jeannine, *Le Réveil des Somnambules. Le Parti, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, PARIS, FAYARD, 1986.

WARESQUIEL Emmanuel de (dir.), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse, CNRS, 2001.